Nous reproduisons ci-après l'interview accordée par un militant du Mouvement Socialiste Panéthiopien /ME'ISONE/ au journal LE MONDE daté du 17 Septembre 1977.

LE MONDE: Pourquoi avez-vous rompu brusquement avec le régime militaire ?

ME'ISONE: Le Mouvement Socialiste Panéthiopien /ME'ISONE/ est une organisation marxiste-léniniste. Comme l'indique notre programme, pour faire avancer la révolution, ME'ISONE utilisera les différentes formes de lutte -clandestine et ouverte, légale et illégale, pacifique et violente- et appliquera des tactiques différentes selon les circonstances. Sous le régime de Haïlé Sélassié, notre lutte était totalement clandestine. Avec la prise du pouvoir par les militaires, nous avons pu mener une lutte semi-légale et semi-clandestine. Aujourd'hui, la situation a de nouveau changé. Pour faire avancer la révolution, ME'ISONE est de nouveau passé dans la clandestinité.

Quand nous menions une lutte semi-clandestine, on nous accusait parfois d'opportunisme et de soif du pouvoir. D'autres pensaient que nous faisons de "l'entrisme". En fait, notre "soutien critique" était une alliance tactique.

En ce qui concerne notre "collaboration" avec le DEURG, il faut rappeler un certain nombre de points: premièrement, nous avons expliqué dès le début que le DEURG de par sa nature de classe ne pouvait mener la révolution à son terme et que les masses ne devaient nourrir aucune illusion à cet égard. Deuxièmement, avant notre "collaboration", nous avons demandé que soit rendue publique la plateforme d'accord entre les révolutionnaires et le DEURG. C'est ainsi que le régime militaire a été amené à proclamer le programme de Révolution Nationale Démocratique en Avril 1976. Nous avons expliqué à maintes reprises que le respect de cette plateforme constituait

la base de notre collaboration.

Troisièmement, durant la période où nous "collaborions" avec le DEURG, nous avons poursuivi parallèlement nos préparatifs visant à renforcer notre appareil clandestin en vue d'une rupture inévitable. Depuis quelques mois, le DEURG cherche à freiner le processus révolutionnaire pour "stabiliser la situation". Les points sur lesquels nous étions parvenus à un accord: la proclamation des libertés démocratiques, la garantie de l'égalité des nationalités, la lutte contre la bureaucratie, le développement des organisations de masses, le respect du droit à la création de partis politiques... bref, les principaux points de notre plateforme commune sont, depuis Mars, remis en cause par le régime militaire. Le DEURG a tendance à se rapprocher des forces réactionnaires. Par conséquent, la situation est mûre pour une contre-révolution. Aussi, pour poursuivre dans les meilleures conditions la lutte pour la démocratie et le socialisme, ME'ISONE a décidé de passer dans la clandestinité. La lutte continue.

LE MONDE: Sur le fond, et au sujet de l'Erythrée et de l'Ogaden, partagez-vous les thèses du pouvoir sur l'intégrité territoriale ?

ME'ISONE: Notre programme reconnaît le droit à l'autodétermination des nationalités d'Ethiopie, y compris le droit à la séparation. De plus, notre organisation lutte pour l'édification d'une Ethiopie démocratique où l'unité des nationalités devra être fondée sur leur libre volonté de vivre ensemble dans l'égalité la plus complète.

Cela étant, à l'heure actuelle, la question de l'intégrité territoriale de notre pays est intimement liée à celle de la révolution d'une façon générale. Pour la question de l'Erythrée, le DEURG semble avoir opté pour une solution avant tout militaire tandis que nous pensons que la question devrait être

résolue par des négociations pacifiques avec les forces progressistes en Erythrée. Une agitation systématique doit être reprise pour permettre aux peuples opprimés de s'organiser et de participer à la révolution. Ceci ne veut pas dire que nous sommes pour la séparation de l'Erythrée dans l'état actuel des choses. Il ne faut pas considérer la question de l'Erythrée en soi, mais il faut la replacer dans le contexte plus général de l'Ethiopie et de la région.

Il suffit de voir que, sous l'ancien régime, toutes les forces réactionnaires s'opposaient à la sécession de l'Erythrée tandis que nous soutenions cette lutte parce qu'elle contribuait à l'affaiblissement du régime de Haïlé Sélassié et, par conséquent, renforçait le camp révolutionnaire. Telle était la position des forces progressistes à l'échelle internationale. Aujourd'hui, cette situation a changé. Même l'ex-prince héritier soutient l'indépendance de l'Erythrée. Cela montre clairement le changement dans l'alignement des forces. L'aide qu'apportent les régimes réactionnaires arabes aux fronts érythréens révèlent que ce changement c'est opéré aussi à l'échelle internationale. Dans ces conditions, aujourd'hui, notre organisation est contre la séparation de l'Erythrée.

En ce qui concerne l'Ogaden, nous nous opposons à l'invasion somalienne. La thèse qui tend à faire croire qu'il s'agit là d'une lutte de libération nationale est dénuée de tout fondement. Nous n'avons jamais vu jusqu'aujourd'hui un mouvement de libération disposant de chars et d'avions.

LE MONDE: On vous dit plutôt hostiles à l'engagement des Soviétiques et de leurs alliés aux côtés de l'Ethiopie. Pourquoi ?

ME'ISONÉ: A l'heure actuelle, la révolution éthiopienne doit faire face à de très puissants ennemis intérieurs et extérieurs.

Aussi a-t-elle besoin du soutien de toutes les forces progressistes. On dit que ME'ISONE s'oppose à l'engagement des Soviétiques et de leurs alliés aux côtés de la révolution éthiopienne. C'est faux. Nous acceptons et apprécions toute aide qui vise à faire avancer notre révolution. Cependant nous mettons l'accent sur le fait que, pour faire avancer la révolution, les peuples d'Ethiopie doivent, avant tout, compter sur leurs propres forces. L'aide extérieure ne peut être qu'un facteur secondaire.

LE MONDE: Pour ne citer que les principaux, il y a désormais trois mouvements clandestins qui luttent contre les militaires: le vôtre, l'E.D.U. (Union Démocratique Ethio-pienne) et le P.R.P.E. (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien). N'y aura-t-il pas fatalement un rapprochement tactique entre certains de ces mouvements ?

ME'ISONE: ME'ISONE, jouant un rôle d'avant-garde dans la lutte des peuples d'Ethiopie, oeuvre à la mise en application du programme de Révolution Nationale Démocratique d'Avril 1976. Cela veut dire que nous luttons contre toutes les forces qui rejettent ce programme, et particulièrement les organisations telles que l'EDU et le PRPE ainsi que la bureaucratie qui combattent la réforme agraire qui a libéré des millions de paysans pauvres. Il ne saurait être question de nous allier avec ces forces pour combattre le régime militaire.

LE MONDE: On parle beaucoup aujourd'hui de l'éventualité d'un coup d'Etat pro-américain en Ethiopie. Y croyez-vous ?

ME'ISONE: La droite éthiopienne est mieux placée que nous pour répondre à cette question. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'au-

jourd'hui les éléments progressistes au sein du DEURG s'affaiblissent tandis que les éléments droitiers sont en train de reprendre des forces. Ainsi on voit que l'impérialisme américain, qui avait perdu tout espoir en Février, change de tactique et cherche à se rapprocher de l'Ethiopie. L'éventualité d'un coup d'Etat pro-américain est réelle. Ce coup d'Etat pourrait s'appuyer sur la bureaucratie réactionnaire et les forces qui ont vu leurs privilèges supprimés par les acquis de trois années de lutte. Les progressistes au sein du DEURG ne semblent pas avoir réalisé la gravité du danger.

LE MONDE: Pendant la période où vous "collaboriez" avec les militaires, vos adversaires et une bonne partie de l'opinion internationale vous ont accusés d'approuver les massacres et la répression conduite par le DEURG ?

ME'ISONE: Il faut rappeler au moins trois choses à ce sujet. D'abord, les gens qui soulèvent cette question ne réalisent pas l'ampleur de la révolution éthiopienne. Sans exagérer, nous avons vu l'Ethiopie depuis trois ans plonger dans un mouvement qui a en même temps les caractéristiques de la Révolution française de 1789, de 1917 en Russie et de Mai 1968. La situation est très complexe et la lutte de classe y prend un aspect très aigu.

Deuxièmement, lorsqu'on parle de la violence, on ne retient que celle exercée par les forces luttant pour la sauvegarde des acquis de la révolution. La violence contre-révolutionnaire, les assassinats politiques et la terreur blanche sont passés sous silence. Dans le camp révolutionnaire, un nombre incalculable de paysans pauvres, d'ouvriers, de soldats, d'étudiants, de femmes et d'intellectuels sont tombés sous les balles de la réaction. Cette même situation continue. Aussi, avant de nous accuser ainsi que le DEURG de répression et de massacres, il faut bien comprendre que l'Ethiopie se trouve dans une situation de guerre civile.

Le plus important, enfin, est que cette situation est exagérée délibérément, afin d'intoxiquer l'opinion internationale. Les "nouvelles" sur les 50 dollars que devraient rembourser les familles des victimes pour payer les balles ayant servi, le nombre incroyable de cadavres qui joncheraient les rues d'Addis-Abeba, etc..., toutes ces "nouvelles" ne sont qu'un moyen d'intoxication et rien d'autre.

LE MONDE: Ne pensez-vous pas que les dangers extérieurs qui menacent l'Ethiopie justifient un ralentissement provisoire du processus révolutionnaire ?

ME'ISONNE: Cette question constitue un des points de divergence que nous avons avec le DEURG. Pretextant la guerre, le régime militaire cherche à se rapprocher des forces droitières et stopper le processus révolutionnaire. Ralentir même provisoirement ce processus, signifie négliger le développement de la conscience politique des masses, retarder leur armement et leur organisation. Une telle situation favorise les forces réactionnaires et leur donne du temps pour reprendre du souffle. Cette situation s'est déjà créée dans les régions où la guerre s'est amplifiée, notamment le Harrargué, le Sidamo et le Balé.

Il est vrai que des forces extérieures, prises de panique face au développement de la révolution éthiopienne, tentent d'étouffer la révolution avant qu'une situation irréversible soit créée. Mais pour réaliser leurs desseins, elles s'appuient principalement sur la réaction intérieure. Nous pensons que le seul moyen pour faire face aux dangers extérieurs est d'accélérer le processus révolutionnaire et ainsi faire du front intérieur un bastion de la révolution.

LE MONDE: Des considérations tribales sont souvent avancées

pour expliquer certains aspects de la guerre civile éthiopienne. Le parti ME'ISONE s'appuierait ainsi, essentiellement, sur les Oromos (Gallas) tandis que vos adversaires du PRPE seraient en majorité Amharas. N'y a-t-il pas un fond de vérité dans cette analyse bien entendu très sommaire ?

ME'ISONE: Plusieurs personnes, dès qu'il s'agit des luttes qui se mènent en Afrique, s'empressent d'y voir que des considérations tribales. Quelqu'uns le font par incapacité de comprendre la situation réelles, tandis que d'autres le font consciemment pour semer la confusion et dénaturer le contenu révolutionnaire des différentes luttes en Afrique. En ce qui concerne ME'ISONE, son nom déjà indique la vocation nationale de l'organisation (Mouvement Socialiste Panéthiopien). Cependant, on s'acharne à faire croire que nous serions représentatifs d'une seule nationalité. D'ailleurs les opinions divergent sur la nationalité dont nous serions les représentants. Effectivement, comme vous l'avez mentionné, certains disent que notre organisation s'appuierait essentiellement sur les Oromos. Ce qu'il faut savoir c'est que ces bruits ont comme source les éléments chauvins Amharas et Tigraï. Du côté des nationalistes étroits Oromos, d'autres disent que ME'ISONE serait une organisation des Amharas et des Tigraïs.

La vérité est que ME'ISONE, de par la lutte qu'il mène, du Nord au Sud du pays, jouit de l'appui grandissant des masses et se bat pour la liberté, l'égalité et l'unité de l'ensemble des peuples opprimés d'Ethiopie. Non seulement au niveau de ses militants de base et sympathisants, mais aussi au niveau de sa direction, notre organisation est composée de camarades provenant de toutes les nationalités.